

**PORTANT DES RESTRICTIONS TEMPORAIRES
DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT**

LE MAIRE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1, L.2213-2, L.2213-6 et R.2122-8 ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles L.325-1 à L.325-3, R.411-21-1 et l'article R.417-10 ;

Vu l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière du 22 octobre 1963 8^{ème} Partie – signalisation temporaire – modifiée ;

Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;

Vu le Règlement de Voirie Communal approuvé par délibération n°25 du Conseil Municipal en date du 19 novembre 2018 ;

Vu le permis de stationnement OT-2026-1256-02 délivré le 27 avril 2026 réglementant le stationnement des véhicules au droit et en vis à vis des numéros 31 et 32 rue Michel Hounau ;

Considérant qu'il convient, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de réglementer la circulation des véhicules rue Michel Hounau, dans le cadre du chantier pour la pose d'une piscine dans la résidence située au n°32 rue Michel Hounau ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} – **Le Mardi 05 Mai 2026 et le Jeudi 07 Mai 2026**, chaque jour de 09h00 à 12h00, la circulation des véhicules est interdite, rue Michel Hounau dans sa partie comprise entre la rue René Cassin et la rue de Craonne, suivant la signalisation mise en place sur les lieux sauf pour l'entreprise chargée des travaux et pour les riverains.

Une déviation sera mise en place par la rue René Cassin et le boulevard d'Alsace Lorraine.

ARTICLE 2 – L'entreprise Piscine Cazala devra prendre sous sa responsabilité et à ses frais, toutes les mesures relatives à l'exploitation du domaine public et à la sécurité de la circulation (mise en place, entretien, surveillance de la signalisation) conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 3 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plate-forme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 4 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le 04/05/2026

Fait à Pau, le 29 avril 2026